

sur de vastes secteurs d'activité constitue un autre aspect des politiques nationales d'industrialisation. Si pendant longtemps ce désir n'a pas été très fort au Canada, il s'est accentué depuis quelques années tout comme il s'est accentué aussi en Australie où les politiques ont été jusqu'ici très proches de celles du Canada. La firme plurinationale, de par sa structure même, s'oppose à ces politiques puisqu'elle est composée surtout de groupes d'entreprises possédées à 100 p.c. par la société mère dont l'objectif explicite est la centralisation des politiques stratégiques et l'intégration des activités de chacune des filiales au réseau d'activités de l'ensemble de l'organisation (société mère et filiales).

Ainsi donc, les politiques industrielles nationales qui s'efforcent d'utiliser l'entreprise multinationale vont fort probablement chercher à obtenir certaines contributions importantes tout en ne permettant pas aux filiales d'être gérées comme faisant partie d'une entreprise multinationale. C'est-à-dire qu'elles chercheront à diriger la filiale vers une certaine localisation, à obtenir des techniques, des quantités croissantes de capitaux étrangers et de profits réinvestis et même à encourager les exportations des filiales. Mais ces politiques comporteront aussi l'imposition de contraintes quant à la propriété et au contrôle, forçant la firme étrangère à s'associer à des producteurs locaux ou encore à accepter la participation de capitaux publics par l'intermédiaire d'agences gouvernementales. Ces mesures ne cherchent donc pas vraiment à utiliser les caractéristiques fondamentales de l'entreprise plurinationale mais plutôt à retirer des bénéfices de certains aspects de l'investissement étranger. Comme le dit Behrman, on peut penser alors que les politiques industrielles nationales seront probablement plus de nature à détruire l'entreprise multinationale qu'à l'utiliser. Si ce genre de politiques devaient prédominer dans l'avenir (comme ce pourrait